

## **RÉSUMÉ**

### **de l'Opinion sur la Communication de la Commission sur l'initiative citoyenne européenne " L'eau et l'assainissement sont un droit humain! L'eau est un bien public, pas une marchandise!" COM(2014) 177 final**

La Chambre des Députés salue l'exercice du droit à l'initiative citoyenne, exprimée par l'initiative "Right2Water". Par son intermède, les citoyens européens invitent la Commission européenne à proposer une législation qui considère le droit à l'eau et à l'assainissement et de promouvoir la fourniture d'eau et l'assainissement en tant que services publics essentiels pour tous. La Commission européenne demande aux gouvernements des États membres de faire en sorte que tous les habitants jouissent du droit à l'eau potable, qui soit suffisante et propre et également, du droit à l'assainissement.

La Chambre des Députés constate que cette communication se limite à l'énumération des mesures non législatives que la Commission européenne envisage les prendre pour répondre aux inquiétudes exprimées par l'initiative citoyenne, mais elle ne fournit aucune justification explicite en ce qui concerne l'absence, de cette liste, des actes au caractère législatif. Toutefois, le document stipule la décision de la Commission européenne de rester neutre en ce qui concerne les moyens de fournir les services d'eau, de drainage et d'assainissement, obligation qui est stipulée par les traités constitutifs, mais on ne précise pas le type de mécanisme administratif qui va être modifié ou créé pour garantir l'achèvement de ce but.

Dans ces circonstances, la Chambre des Députés attire l'attention de la Commission européenne que l'obligation qu'elle s'est assumée, comme conséquence de l'initiative citoyenne, n'est pas en mesure de répondre, d'une manière convaincante, à l'inquiétude d'un nombre de 1 884 790 citoyens, rapportée à l'insuffisance de l'action au niveau européen, ce qui indique la nécessité d'élaborer de nouveaux projets d'actes normatifs dans ce domaine ou au moins, d'initier un processus compréhensif des politiques ayant une telle finalité.